

## Espagne

# M. Lopez Bravo : notre incorporation complète dans l'Europe est l'un de nos objectifs principaux

(De notre corresp. particulier.)

Madrid. — Des relations plus étroites avec le Portugal et « l'incorporation complète de l'Espagne dans l'Europe » : tels sont les « objectifs principaux » que s'est fixés le nouveau gouvernement espagnol en matière de politique étrangère.

M. Gregorio Lopez Bravo, ministre des affaires étrangères, a esquissé jeudi les grandes lignes de la politique étrangère du nouveau gouvernement, au cours d'une réunion des Cortès qui s'est tenue à huis clos. Simultanément, le journal monarchiste ABC publiait des déclarations du ministre sur le même sujet.

M. Lopez Bravo a indiqué que le gouvernement espagnol espérait d'une part resserrer ses liens avec l'Europe, avec la signature d'un accord commercial préférentiel, et, d'autre part, réduire la tension avec la Grande-Bretagne, avec laquelle, a-t-il dit, « tout nous invite à nous entendre, sauf le problème de Gibraltar ». Le ministre a souligné à ce sujet que Gibraltar « était un des points cardinaux de la politique extérieure espagnole mais qu'il n'en était pas le pôle magnétique ».

Au cours du conseil des ministres qui s'est tenu vendredi, le gouvernement espagnol a décidé de faire un geste symbolique pour marquer sa bonne volonté à l'égard du problème de Gibraltar : il a autorisé le rétablissement des communications téléphoniques entre l'Espagne et le Rocher et pour une période de trente-six heures à l'occasion des fêtes de Noël. Il y a quinze jours, l'Espagne avait déjà amorcé le dégel en demandant que « l'affaire de Gibraltar soit retirée de l'agenda de l'Assemblée générale des Nations unies ».

M. Lopez Bravo a d'autre part mis un terme aux rumeurs concernant une prochaine reconnaissance de l'Etat d'Israël par l'Espagne en déclarant que Madrid « ne reconnaîtrait Israël que lorsque les pays arabes le feraient et que cela pourrait être utile à la cause de la paix ».

En revanche, le conseil des ministres a décidé vendredi de signer un accord avec la Ligue arabe, l'autorisant à ouvrir un bureau à Madrid. M. Lopez Bravo a annoncé, en outre, qu'il se rendrait sous peu au Caire et qu'il visiterait ensuite d'autres pays arabes.

Abordant le problème des relations avec le Portugal, le ministre a déclaré qu'il espérait

dollars) et à l'argent envoyé par les émigrés espagnols (400 millions de dollars) ne sont pas suffisantes pour combler le « trou ». Aussi, en cette fin d'année, les réserves en or et devises ont-elles atteint leur niveau le plus bas depuis 1961 : 925 millions de dollars.

Le gouvernement a adopté des mesures pour restreindre les importations en même temps qu'il essaie d'augmenter ses ventes dans les pays avec lesquels son commerce est le plus déséquilibré. Selon certains articles de la presse espagnole, des mesures de « représailles » économiques pourraient notamment être prises contre la France.

(Intérim.)

## Selon un rapport de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française

### MADRID SOUHAITE DE PLUS EN PLUS VOIR SA POSITION INTERNATIONALE SE NORMALISER.

Un rapport, rédigé au nom de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française par un groupe de députés, à l'issue d'un voyage effectué en Espagne et au Portugal en janvier dernier, insiste notamment sur l'espoir du gouvernement espagnol de se voir admis comme partenaire à part entière dans la société des Etats d'Europe occidentale, à laquelle il estime appartenir de droit.

Six députés, dont cinq appartenant à la majorité, ont participé à ce voyage : MM. William Jackson, Jean Coumaros, Albert Ehm et René Radium, tous quatre U.D.R. ; M. Chedru, républicain indépendant, et M. Arthur Notebart, socialiste.

Ils estiment que l'Espagne, « à mesure qu'elle relève économiquement et diplomatiquement la tête, souhaite de plus en plus voir sa position internationale se normaliser sur tous les plans ».

qui serait, en quelques mots...

nistre a déclaré qu'il aspirait à un accord « plus large que celui actuellement en vigueur, qui est essentiellement militaire ». Les clauses du traité autorisant l'existence de bases aériennes et navales américaines sur le territoire espagnol, qui fut l'une des pièces maîtresses de la politique extérieure de Madrid, avait été dénoncé par M. Fernando Maria Castiella, prédécesseur du ministre actuel. De ce fait, les Etats-Unis devaient normalement abandonner la grande base aérienne de Torrejon, près de Madrid, et la base navale de Rota, près de Cadix, plus une dizaine de bases auxiliaires, avant septembre prochain. Jusqu'à présent, les Américains n'ont pris aucune mesure permettant de supposer qu'ils ont effectivement l'intention d'évacuer ces bases. Les négociations pour le renouvellement des accords commenceront en février. On estime que le gouvernement espagnol demandera aux Etats-Unis d'augmenter leurs achats en Espagne, en leur rappelant qu'ils occupent le premier rang parmi les fournisseurs de l'Espagne. En revanche, les Etats-Unis sont loin d'être le premier pays importateur de produits espagnols : le déficit de la balance commerciale entre les deux pays dépasse 310 millions de dollars par an.

Cette situation de déséquilibre « pourrait nous obliger à des restrictions », a menacé le nouveau ministre du commerce, M. Enrique Fontana, dans un discours prononcé récemment devant les membres de la chambre de commerce américaine. M. Fontana a exprimé l'inquiétude du gouvernement devant le fait que l'année se termine avec un déficit de la balance commerciale de 2 400 millions de dollars. Les recettes en devises dues au tourisme (stabilisées depuis trois ans à environ 1 200 millions de

● Trois des quinze détenus qui s'étaient évadés le 11 décembre de la prison provinciale de Baskauri, près de Bilbao, ont été repris par la garde civile de Barcelone. Ces prisonniers avaient creusé pendant plus de deux mois un tunnel de 9 mètres de long sous le mur de la prison. Dix des quinze évadés sont des prisonniers politiques accusés d'appartenir à l'organisation séparatiste basque ETA. — (A.F.P.)

● La « grève sauvage » des mineurs de Laponie se prolonge. Le comité de grève a rejeté l'accord conclu à Stockholm vendredi soir entre la direction des mines nationalisées et leur syndicat. Les grévistes veulent que les discussions se déroulent en Laponie et réclament notamment le départ du directeur des mines, M. Goeransson. — (A.F.P.)

qui serait, en quelque sorte, la consécration de sa réhabilitation diplomatique » et affirme que le retrait de la France de cet organisme « a joué en faveur de l'Espagne, un certain nombre de gouvernements alliés estimant que son arrivée pourrait compenser en partie le départ de la France ».

En ce qui concerne les négociations entre l'Espagne et la Communauté économique européenne, le rapport déplore que l'opinion publique espagnole, très favorable à une ouverture vers le Marché commun en 1962, « se soit lassée ». Citant l'ambassadeur de France à Madrid, le rapport juge que « ce n'est pas l'Espagne seule qui gagnerait à sa réintégration dans l'Europe. C'est pour celle-ci également une nécessité que de voir l'Espagne reprendre sa place non seulement économique mais politique en son sein ».

## TURQ

### La grève des enseignants

La grève du personnel enseignant a pris fin vendredi en Turquie.

Les syndicats ont déclaré qu'ils et le Parlement comprendraient l'ajout de jours de grève.

Des incidents se sont produits à la visite de cinq bâtiments de militaires américains ont été légèrement lésés. Une autre était prévue pour samedi. — (A.F.P.)

(De notre corresp. particulier.)

Ankara. — Après la période de calme qui durait depuis les élections législatives d'octobre dernier, une nouvelle tension est apparue en Turquie. La grève de quatre jours lancée par les syndicats d'enseignants du primaire et du secondaire a été suivie, semble-t-il, à plus de 50 % et peut être considérée comme un succès. Elle avait reçu le soutien d'un grand nombre d'associations professionnelles, des universités, de la presse non gouvernementale, c'est-à-dire d'une partie de ceux qui « font » l'opinion publique dans ce pays. Le syndicat Turk-Persen, groupant une partie très importante des fonctionnaires, menace à son tour de suivre l'exemple des enseignants. Depuis vingt ans, les fonctionnaires sont les principales victimes des efforts de développement qui engendrent en Turquie un état inflationniste chronique. L'agitation de ces derniers a coïncidé avec une montée de la tension créée par l'assassinat, à quelques jours d'intervalle, de deux étudiants socialistes d'Istanbul par des groupes d'extrême droite.